

le café ou le sucre sur la liste des marchandises d'importation contrôlée; ils ont donc été supprimés par décret du conseil.

**Le président:** Voudriez-vous passer à l'autre groupe?

**M. McKennirey:** Finalement, il y a la liste de pays visés par contrôle. Je crois que vous pouvez l'expliquer mieux que moi, Monsieur Evans.

**M. Evans:** Il y a des pays figurant sur ce qu'on appelle la liste de pays visés par contrôle. Je vais lire les noms de ces pays et cela justifiera probablement mieux l'existence de cette liste. Les voici: l'Albanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est et Berlin-Est, la Hongrie, la Mongolie, la Corée du Nord, le Viêt-Nam du Nord, la République populaire de Chine, la Pologne, la Roumanie, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la Rhodésie.

Outre la Rhodésie, vous avez marqué que ces pays appartiennent à ce qu'on appelle le bloc chinois et le bloc soviétique.

**Le sénateur Benidickson:** Vous n'avez pas mentionné l'Afrique du Sud, n'est-ce pas?

**M. Evans:** Non, sénateur.

**Le président:** Continuez, s'il-vous-plaît.

**M. Evans:** Ces pays ont été répartis en groupes pour s'assurer que le gouvernement connaisse, de façon générale, le genre de marchandises exportées vers ces pays. Au lieu d'exiger un permis spécial pour exporter, disons des aiguilles à tricoter destinées à une usine de Pologne, nous avons établi ce qui est connu sous le nom de licence d'exportation générale qui permet habituellement d'exporter des marchandises non stratégiques vers ces pays. A vrai dire, notre objectif, et cela exige une surveillance attentive, est de s'assurer qu'aucune marchandise stratégique ne soit exportée vers ces pays sans avoir été convenablement examinée et, essentiellement, que la balance du pouvoir ne sera pas perturbée. Voilà où entre en jeu notre accord international stipulant que nous n'encouragerons

ni ne permettrons l'exportation de marchandises de haute valeur stratégique vers ces pays.

Comme nous nous sommes engagés avec les Nations-Unies à maintenir l'embargo sur le commerce avec la Rhodésie, nous avons inscrit ce pays sur la liste, ce qui veut dire que des permis sont nécessaires et de façon générale, sauf pour des raisons humanitaires, nous ne délivrons aucun permis pour les marchandises destinées à la Rhodésie. La réciprocité joue, mais on en parlera plus tard.

**Le sénateur Cook:** Recevons-nous de nombreuses demandes de licences d'exportation pour la Rhodésie?

**M. Evans:** Non, sénateur. Il n'y en a eu que quatre ou cinq depuis un an. Généralement, elles étaient destinées à un hôpital de mission et elles visaient notamment du matériel hospitalier.

**Le président:** Voilà les pays visés par contrôle et c'est là la portée du bill. Vous voyez à quel point il importe que cette loi continue d'exister et à quel point le gouvernement serait dépourvu de pouvoir si on laissait, tout d'un coup, expirer cette loi.

La présidence est saisie d'une motion tendant à faire rapport du bill sans amendements. Êtes-vous prêts à la mise aux voix? Quels sont ceux qui sont pour? Contre? Je déclare la motion adoptée.

C'est tout ce que dont nous avons à discuter ce matin.

**Le sénateur Benidickson:** Aux fins du compte-rendu, j'aimerais préciser que même si j'ai posé des questions je ne suis pas un membre actif du comité.

**Le président:** Nous avons la liste ici.

**Le sénateur Benidickson:** Les lecteurs des délibérations ne feront peut-être pas cette distinction.

**Le président:** Le sénateur McElman ne fait pas partie du comité non plus, vous vous trouvez donc en bonne compagnie.

Le comité s'ajourne.